

MÉDICAMENTS

Pourquoi les labos étrangers fuient le Maroc

Cession d'usines, plans sociaux, changements de statut juridique... les laboratoires internationaux au Maroc semblent préparer leur sortie. Un retrait qui bénéficie aux entreprises locales, mais qui n'est pas sans conséquences.

Si la baisse des prix de plus d'un millier de médicaments a fait le bonheur des consommateurs marocains, on ne peut pas en dire autant des fabricants. Depuis le lancement de cette mesure en 2014, les laboratoires pharmaceutiques internationaux préparent en douce leurs cartons.

Première étape dans la stratégie de retrait des multinationales du secteur : les plans sociaux. "Pas moins de 200 employés dans les laboratoires pharmaceutiques internationaux ont été poussés à partir en 2014 à travers la mise en place de plans sociaux. Ces départs se sont accrus l'année dernière. L'avenir demeure incertain pour les professionnels de cette filière", nous confie un acteur clé du secteur. Des opérations menées en catimini, sans attirer l'attention des médias et des relais syndicaux.

Ces plans sociaux ne sont que la partie émergée de l'iceberg. "Certaines multinationales passent du statut juridique de laboratoire à celui de société de promotion pharmaceutique. La différence est de taille. Ce dernier statut n'oblige pas la filiale d'une multinationale à produire localement", nous explique un ancien président de

l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP). Du coup, en cas d'urgence décrétée par les maisons-mères, une multinationale pharmaceutique peut plier bagage dans de courts délais et sans faire de vagues. "Cette toute nouvelle orientation du secteur a commencé il y a quelques années déjà, quand des laboratoires comme Roche, GSK, Pierre Fabre ou Novartis ont vendu leurs usines à des nationaux. Au Maroc, ils n'ont plus que des bureaux de représentation", ajoute notre source.

Un marché à risque

Si les investisseurs internationaux mettent en place cette stratégie de repli, c'est parce qu'ils jugent le marché national risqué. Un constat sur lequel ils ne communiquent pas, mais qui trouve ses origines dans "les dernières mutations du marché du médicament, notamment les dernières baisses des prix", tient à souligner l'ancien patron de l'AMIP. De plus ; les gouvernements qui se sont succédé au cours des cinq dernières années ont opéré des augmentations de salaires dans le cadre du dialogue social qui n'ont pas été du goût des laboratoires étrangers. Le milieu du médicament est devenu à ce point



verrouillé que les laboratoires internationaux se retrouvent face à un choix cornélien: investir ou partir. Rares sont les multinationales qui optent pour la consolidation de leur position au Maroc, une telle option entraînant généralement des pertes en termes de bénéfices, et met par conséquent un terme à la distribution de dividendes.

Le cas du laboratoire Servier illustre bien cette situation. Fin 2015, l'enseigne a opéré une grosse opération sur son capital, en injectant d'une seule traite un montant de 70,5 millions de dirhams. Ambition affichée, "renforcer nos investissements et le développement de nos opérations dans le royaume et la région", nous avait affirmé précédemment Jean-Yves Gal, directeur général de Servier Maroc. Mais l'un des responsables de Servier France a récemment confié à *TelQuel* que cette augmentation de capital visait à "rétablir les résultats financiers de la société, né-

gatifs en raison de la nouvelle reconfiguration du marché".

Le malheur des uns...

Selon l'ancien président de l'AMIP, la part des laboratoires internationaux sur l'échiquier national s'est effritée de 3% en 2014. Les malheurs des uns faisant le bonheur des autres, l'espace abandonné par les multinationales a été, par effet de levier, occupé par les laboratoires nationaux. Ces derniers se développent à un rythme plus soutenu que celui des multinationales. Une tendance qui semble s'intensifier et devrait se poursuivre au cours des prochaines années. Et ce justement grâce à la politique lancée par le ministère de la Santé, qui vise le renforcement du médicament générique sur l'échiquier industriel du pays.

Ce qui semble être un rééquilibrage, naturel du secteur en faveur des nationaux n'est pourtant pas vu d'un bon oeil par certains professionnels marocains. Car si l'expertise des Marocains

Les laboratoires internationaux au Maroc ont vu leur masse salariale augmenter et leurs revenus baisser.

pour le générique n'est plus à prouver, ce n'est pas le cas pour tous les types de médicaments. Pour Anouar Fennich, ancien président de la Fédération nationale des syndicats des pharmaciens du Maroc (FNSPM) et pharmacien consultant, "la fuite accélérée des laboratoires internationaux constitue un véritable danger pour l'industrie pharmaceutique du pays. Les laboratoires marocains se sont certes renforcés sur le marché du médicament, mais nous ne sommes pas assez matures pour jouer complètement le rôle qu'assurent aujourd'hui les multinationales".

Les dangers de l'importation

Autre conséquence imprévue du repli des multinationales, le recours à l'importation. Un opérateur aguerri explique ainsi que "certains labos veulent continuer d'exister au Maroc mais sans investir ou fabriquer localement. Certains optent pour la fabrication chez un opérateur local, mais pour d'autres, le bon plan c'est d'importer de leur maison-mère pour la commercialisation au Maroc". Or, privilégier l'importation présente des dangers pour la sécurité sanitaire du pays. "C'est grave parce que si le médicament n'est pas fabriqué localement, on ne peut plus garantir sa disponibilité. Pire encore, on n'est jamais sûr de la traçabilité d'un médicament importé", s'alarme cet opérateur. Pour Anouar Fennich, ces répercussions négatives devraient inciter le ministre de la Santé à agir. "Il n'est pas normal que le gouvernement fasse, d'un côté, des efforts considérables pour attirer les investisseurs étrangers et, de l'autre côté, ferme l'œil sur une hémorragie de cette taille", s'insurge Fennich. Contacté par *TelQuel*, le ministre de la Santé n'a pas donné suite à nos diverses sollicitations.

En outre, si l'importation est une stratégie gagnante pour les puissants groupes mondiaux, elle ne l'est pas nécessairement pour le Maroc. Au-delà des implications sanitaires, l'importation d'une quantité importante de médicaments conduit à piocher dans les réserves de change, puisque l'achat à l'étranger du produit fini revient plus cher que l'importation d'une partie seulement de la matière première. ■



© DR